

**Assemblée générale**

Distr. générale  
18 avril 2011  
Français  
Original : espagnol

**Soixante-cinquième session**

Point 112 c) de l'ordre du jour

**Élections aux sièges devenus vacants dans les organes  
subsidiaires et autres élections : élection de quinze  
membres du Conseil des droits de l'homme**

**Note verbale datée du 18 avril 2011, adressée  
au Secrétaire général par la Mission permanente  
du Nicaragua auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

La Mission permanente du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général et a l'honneur de se référer à la candidature présentée le 4 juin 2009 par le Gouvernement nicaraguayen à un siège au Conseil des droits de l'homme pour la période 2011-2014, qui sera pourvu à l'occasion des élections qui se tiendront le 20 mai à New York.

Le Nicaragua est partie aux principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et respecte l'obligation qui lui est faite de présenter des rapports périodiques aux différents organes conventionnels et de donner suite aux recommandations qu'ils formulent.

Pendant son mandat au Conseil des droits de l'homme, le Nicaragua a énergiquement concouru à la mission que la communauté internationale a confiée au Conseil en continuant de promouvoir et de défendre les droits de l'homme dans le monde entier. Pour le Nicaragua, consensus, dialogue et coopération sont trois conditions indispensables au renforcement du système international de promotion et de protection des droits de l'homme.

Aussi le Gouvernement nicaraguayen souhaite-t-il présenter un aide-mémoire qui précise ses engagements dans le domaine des droits de l'homme (voir annexe). Par ailleurs, il demande que la présente note et l'aide-mémoire soient distribués aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies et qu'ils soient mis en ligne sur le site de l'Assemblée générale.



**Annexe à la note verbale datée du 18 avril 2011 adressée  
au Secrétaire général par la Mission permanente  
du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Candidature du Nicaragua au Conseil des droits  
de l'homme (2011-2014)**

**Engagements pris volontairement par le Nicaragua  
conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale**

**Le Nicaragua et la promotion et la protection des droits  
de l'homme**

1. Les politiques générale et de gestion du Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale du Nicaragua font une large place à la promotion et à la protection des droits de l'homme. Le Gouvernement nicaraguayen obéit scrupuleusement aux principes constitutionnels que sont la liberté, la justice, le respect du droit international, le respect de la dignité humaine, le pluralisme politique, social et ethnique; la reconnaissance des différentes formes de propriété, la solidarité, la libre coopération internationale et le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
2. L'État nicaraguayen œuvre en faveur du progrès social et politique pour assurer le bien commun. Il s'efforce de promouvoir le développement humain du peuple nicaraguayen dans son ensemble en le protégeant de toute forme d'exploitation, de discrimination et d'exclusion.
3. Pour le Nicaragua, la paix et l'instauration d'un ordre international juste sont des impératifs auxquels la nation ne peut renoncer. C'est pourquoi l'État refuse et combat toute forme de domination et d'exploitation et qu'il est solidaire de tous les peuples qui sont victimes de l'oppression et de la discrimination.
4. Aussi le consensus, le dialogue et la coopération constituent-ils pour le Nicaragua des conditions indispensables au renforcement d'un système international de promotion et de protection des droits de l'homme qui soit en mesure de remédier aux atteintes aux droits et libertés du peuple.
5. Le Nicaragua estime que promouvoir les droits de l'homme, c'est faire prendre conscience à chacun qu'il a des droits et qu'il peut les exercer. Quiconque ne peut exercer ses droits fondamentaux que sont les droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques se voit privé de dignité et de liberté.
6. Tous les États sont tenus de protéger les droits de l'homme. Il doivent ainsi veiller à ce que tous les hommes aient un niveau de vie satisfaisant, qu'ils soient égaux devant la loi et que la victime d'une violation soit autorisée à recevoir une juste réparation.

**Le Nicaragua et la défense des droits de l'homme  
sur le plan national**

7. Le Nicaragua est partie à la plupart des grands instruments internationaux qui lui permettent de promouvoir et de protéger les droits de son peuple. Pour ce faire, il

faut cependant que l'État fasse également preuve d'une volonté politique et qu'il s'engage véritablement auprès des citoyens à répondre et satisfaire aux obligations qui en découlent. Ainsi, le Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale respecte l'obligation qui lui est faite de présenter des rapports périodiques aux différents organes conventionnels et de donner suite aux recommandations qu'ils formulent.

8. Le Nicaragua sait qu'il incombe au premier chef à l'État de promouvoir et de protéger les droits de l'homme. C'est pourquoi le Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale a lancé différentes stratégies de promotion du développement humain des Nicaraguayens pour éliminer la pauvreté héritée des précédentes politiques socioéconomiques marquées par l'exclusion.

9. Le Nicaragua juge donc qu'il est primordial de mettre en avant sur la scène internationale l'intérêt du développement, de la coopération et de la solidarité au service du progrès. Toute nation privée de son droit au développement est condamnée à vivre dans la pauvreté et le sous-développement et, quoi qu'elle fasse, elle ne pourra atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement arrêtés par la communauté internationale.

10. Sur le plan national, notre principal engagement est de lutter contre la pauvreté. L'ampleur des effets de la pauvreté au Nicaragua et l'étendue de l'extrême pauvreté sont telles que la lutte contre ce fléau ne peut s'inscrire que dans le cadre d'une stratégie de développement humain. Aussi, le Gouvernement a conçu et met en œuvre le Plan de développement humain 2009-2012, dont procèdent plusieurs programmes sociaux tendant à l'élimination de la pauvreté, à la réalisation du bien commun, au respect des droits de l'homme et à l'amélioration des conditions de vie de la population dans son ensemble.

11. Le Plan national de développement humain propose une stratégie de développement et une conception des droits de l'homme dénuées de toute forme de discrimination. Il préconise un système national de bien-être et d'égalité sociale assorti de stratégies et de politiques claires en matière d'alimentation, de santé, d'éducation, de logement social, d'approvisionnement en eau potable et de sécurité sociale. Il s'agit certainement de l'une des principales contributions que le Nicaragua apporte au système de promotion et de protection des droits de l'homme.

12. Dans le même temps, nous avons créé et renforcé des institutions chargées de faire respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrés dans la Constitution et dans notre droit, en nous intéressant particulièrement aux personnes les plus vulnérables comme les enfants, les adolescents, les femmes, les populations autochtones et d'ascendance africaine, les personnes handicapées, les immigrés, les personnes âgées et les personnes vivant avec le VIH ou le sida. Le Bureau de défense des droits de l'homme, le Conseil national de protection de l'enfance et de l'adolescence et l'Institut national de la femme sont autant d'exemples concrets de cet engagement.

13. Par des programmes efficaces tels que le « Programa Amor » ou le « Programa Amor para los más chiquitos », qui ont été loués et soutenus financièrement par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, nous assurons la défense et la promotion des droits des filles, des garçons et des adolescents touchant la vie, l'harmonie au sein de la famille et de la collectivité, l'identité, la nationalité, la santé gratuite,

l'alimentation, le logement, l'éducation gratuite, l'environnement, le sport, les loisirs, la formation professionnelle, la culture, la dignité, le respect et la liberté.

14. Quoique soumis aux contraintes d'un pays en développement, le Nicaragua applique, grâce à l'appui solidaire des pays frères, des programmes axés sur des thèmes sensibles comme le handicap. Il a conduit une enquête sociale intitulée « Todos con Voz », qui consiste en une analyse génétique des causes de handicap au Nicaragua. Pour ce faire, les enquêteurs ont fait du porte-à-porte dans tous les quartiers, collectivités, villes et villages à la recherche de personnes atteintes d'un handicap quel qu'il soit, pour dresser une carte des personnes handicapées qui a servi à lancer des politiques et programmes socioéconomiques en faveur de ce segment de la population.

15. Les populations autochtones et d'ascendance africaine se sont également vu restituer leurs droits économiques, sociaux et culturels, et en particulier le droit à la propriété, la possession ancestrale de leurs territoires et l'usufruit des richesses naturelles qui s'y trouvent leur ayant été reconnus au niveau constitutionnel.

16. À ce jour, le Gouvernement nicaraguayen a remis 15 titres de propriété concernant des territoires communautaires d'origine s'étendant sur quelque 22 479 kilomètres carrés, ce qui représente 17,4 % du territoire national, au profit de 103 790 personnes regroupées en 24 communautés. Il s'est engagé auprès des populations autochtones à rendre justice à toutes les communautés en leur restituant la totalité de leurs territoires d'origine, soit 36 000 kilomètres carrés.

17. S'agissant de l'égalité entre les sexes, des progrès ont été enregistrés en matière d'autonomisation de la femme grâce à la mise en œuvre d'une politique transversale de conception et d'application de politiques et programmes publics favorisant notamment la participation directe des femmes et la prise de décisions dans différents espaces et rôles sur les plans national et international. Les femmes représentent 45 % des hauts fonctionnaires de l'exécutif, et il est intéressant de noter que les postes dans le domaine de la sécurité sont occupés majoritairement par des femmes.

18. Toutes les initiatives lancées sur le plan national pour promouvoir et protéger les droits de l'homme au Nicaragua ont été saluées par d'importants organismes internationaux. Concernant la santé, l'Organisation panaméricaine de la santé s'est félicitée des réalisations du Gouvernement nicaraguayen et des progrès accomplis dans la concrétisation des objectifs du Millénaire pour le développement arrêtés dans ce domaine. En matière d'éducation, l'UNESCO a déclaré le Nicaragua « territoire exempt d'analphabétisme ». Quant au droit au développement et au droit à l'alimentation, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a récemment constaté le recul des indices de pauvreté au Nicaragua; et le Fonds international de développement agricole (FIDA) a jugé positif l'impact des plans d'appui aux familles rurales. Quant à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), elle a qualifié le Nicaragua de pays modèle ou de pays exemplaire en matière de promotion de la sécurité alimentaire, de réduction de la faim et d'amélioration de l'état nutritionnel de la population. Elle a également dit que le Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA) était l'un des meilleurs du genre au niveau international.

19. Les droits civils et politiques du peuple nicaraguayen sont largement admis et respectés. Outre les garanties constitutionnelles et le droit national et international

s'appliquant au Nicaragua, la participation directe des citoyens est favorisée afin que ceux-ci exercent pleinement leurs droits, tant à travers des mécanismes de participation au pouvoir exécutif que par l'intermédiaire des organisations de la société civile. On compte actuellement 5 155 entités nationales et étrangères inscrites au Service de l'enregistrement et du contrôle des associations, qui dépend du Ministère de l'intérieur. Toute personne physique ou morale peut créer une organisation non gouvernementale en respectant une procédure transparente et non sélective.

20. Le droit à la liberté d'expression est consacré dans la Constitution politique. La presse et la population en général jouissent d'une grande liberté d'expression. La plupart des organes de presse relèvent du secteur privé. De même, la Constitution politique reconnaît la liberté de réunion pacifique sans autorisation préalable, ainsi que les droits de réunion, de manifestation et de mobilisation publique pour autant que la finalité soit conforme à la loi.

21. Les défenseurs des droits de l'homme jouissent de toutes les garanties constitutionnelles et bon nombre d'entre eux travaillent en coordination avec le Gouvernement pour mener une action conjointe en matière de promotion et de protection des groupes les plus défavorisés. La police nationale s'efforce de protéger efficacement les défenseurs des droits de l'homme grâce à un système policier d'envergure nationale, conformément aux principes de doctrine que sont la protection, le respect, la promotion et la défense des droits fondamentaux du peuple nicaraguayen et des ressortissants étrangers.

## **Le Nicaragua et le Conseil des droits de l'homme**

22. Membre du Conseil des droits de l'homme de 2007 à 2010, le Nicaragua y a occupé une place privilégiée en sa qualité de membre fondateur. Ainsi le Nicaragua a-t-il pu concourir au renforcement institutionnel du Conseil par le dialogue et la coopération, facilitant le consensus et la prise de décisions en séance plénière.

23. Le Nicaragua a respecté les engagements qu'il avait pris volontairement lors de sa première candidature en adressant une invitation ouverte aux procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme. En 2009, le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation s'est rendu au Nicaragua et le Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale a récemment invité la Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants.

24. Le Nicaragua a également tenu ses engagements en ratifiant la Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants, une judicieuse décision qu'ont saluée plusieurs mécanismes du système des Nations Unies, notamment le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones, James Anaya.

25. L'examen périodique universel du Nicaragua, qui a été conduit pendant la septième session du Conseil des droits de l'homme tenue en février et juin 2010, s'est révélé très positif.

26. Les États membres ont joué un rôle actif; 47 d'entre eux ont formulé des observations et des recommandations. Ils ont attribué au Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale le mérite des progrès notables que le pays a

accomplis dans le domaine des droits de l'homme, qu'il s'agisse des droits civils et politiques ou des droits économiques, sociaux et culturels.

27. Les États membres ont félicité le Nicaragua pour l'adoption de 14 des 16 principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme; l'instauration d'un processus participatif aux fins de l'élaboration du rapport d'examen périodique universel; la mise en œuvre du Plan de développement humain, qui comprend d'importants programmes en matière de santé, d'éducation et de sécurité alimentaire (Vaso de Leche, Bono Productivo, Usura Cero); le lancement du programme Casas para el Pueblo; la réforme du système judiciaire et de l'application du système de justice réparatrice des mineurs; la mise en place de facilitateurs judiciaires qui permettent à la population rurale d'accéder à la justice; et la promotion du droit à la diversité sexuelle, qui s'est concrétisée par la création du Bureau spécial sur la diversité sexuelle.

28. Il convient également de remarquer que le Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale a utilement contribué au système de promotion et de protection des droits de l'homme en appuyant la candidature à un siège au Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme d'un expert nicaraguayen, le père Miguel D'Escoto Brockmann, qui, de par sa longue pratique de la défense des droits de l'homme et, plus récemment, son expérience à la présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies, apportera une précieuse contribution au système.

29. Ayant contribué au système, aspirant à continuer de bâtir un monde plus juste et plus solidaire, et militant pour la promotion et la défense des droits et des libertés de tous les peuples du monde, le Nicaragua souhaiterait occuper un siège au Conseil des droits de l'homme pour la période 2011-2014.

30. Le Nicaragua s'engage à nouveau à continuer d'œuvrer à la consolidation du Conseil et à veiller à ce que prévalent le dialogue, la coopération, l'universalisation des droits, la non-politisation, la non-sélectivité et l'égalité pour tous.

31. Le Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale remercie tous les pays du soutien précieux qu'ils apportent à la candidature du Nicaragua au Conseil des droits de l'homme.

---